

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu parallèlement à la loi portant des dispositions fiscales et autres, de donner d'urgence exécution à la programmation sur quatre ans des augmentations prévues dans le régime des allocations familiales;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 21 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1982, 2 mars 1984, 25 avril 1984 et 19 juillet 1985, est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Les montants de 220 F, 238 F, 258 F, 388 F, 420 F et 454 F, mentionnés aux §§ 3 et 4 sont majorés comme suit :

1° les montants de 388 F, 420 F et 454 F sont portés à 516 F à partir du 1er janvier 1986 et à 606 F à partir du 1er janvier 1988;

2° les montants de 220 F, 238 F et 258 F sont portés à 326 F à partir du 1er janvier 1987 et à 409 F à partir du 1er janvier 1989. »

**Art. 2.** Dans l'article 22, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 mars 1983, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« A partir du 1er janvier 1988 le taux de l'allocation de naissance est fixé à :

1° 15 037 F pour le premier-né, du père ou de la mère;

2° 10 371 F pour chaque enfant qui n'est pas visé au 1°. »

**Art. 3.** Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 1er août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

F. GROOTJANS

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F. 85 — 1933

14 JUIN 1985. — Arrêté royal réglant la radiation des peines disciplinaires infligées au personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1980 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, notamment l'article 141;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, parallel met de wet houdende fiscale en andere bepalingen, dringende uitvoering moet worden gegeven aan de programmatie over vier jaar van de verhogingen voorzien in de kinderbijslagregeling;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Aan artikel 21 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1982, 2 maart 1984, 25 april 1984 en 19 juli 1985, wordt een § 6 toegevoegd luidend als volgt :

« § 6. De bedragen 220 F, 238 F, 258 F, 388 F, 420 F en 454 F, vermeld in de §§ 3 en 4 worden verhoogd als volgt :

1° de bedragen 388 F, 420 F en 454 F worden gebracht op 516 F vanaf 1 januari 1986 en op 606 F vanaf 1 januari 1988;

2° de bedragen 220 F, 238 F en 258 F worden gebracht op 326 F vanaf 1 januari 1987 en op 409 F vanaf 1 januari 1989. »

**Art. 2.** In artikel 22, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 maart 1983, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgend lid ingevoegd :

« Met ingang van 1 januari 1988 wordt het bedrag van het kraamgeld vastgesteld op :

1° 15 037 F voor de eerstgeborene, van de vader of van de moeder;

2° 10 371 F voor ieder kind dat niet beoogd is onder 1°. »

**Art. 3.** Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 1 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

F. GROOTJANS

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS

MINISTERIE VAN ONDERWIJS  
EN « MINISTERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 85 — 1933

14 JUNI 1985. — Koninklijk besluit tot regeling van de doorhaling van tuchtstraffen opgelegd aan de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1980 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 141;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Les membres du personnel soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, à qui une peine disciplinaire autre que la révocation a été infligée, peuvent demander la radiation dans leur dossier de signalement de l'inscription de cette peine dans les conditions et suivant les modalités déterminées ci-après.

**Art. 2.** La demande de radiation de la peine disciplinaire peut être formulée, au plus tôt :

— après deux ans, s'il s'agit d'un rappel à l'ordre, d'une réprimande ou d'une retenue sur traitement;

— après cinq ans, s'il s'agit d'un déplacement disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une rétrogradation ou d'une mise en non-activité disciplinaire,

à compter de la date de la décision de l'autorité habilitée à prononcer la peine disciplinaire.

La demande est adressée au Ministre par lettre recommandée à la poste.

**Art. 3.** Dans un délai d'un mois, à compter de la réception, le Ministre transmet la demande de radiation de peine disciplinaire à la Chambre de recours en sollicitant son avis.

**Art. 4.** Dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet de l'affaire, la Chambre de recours doit donner un avis motivé conformément aux dispositions des articles 157, 158, 159, 161 et 162 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979, précité.

Le dossier visé à l'alinéa qui précède est constitué par :

— le dossier de la procédure disciplinaire qui a abouti à l'infliction de la peine disciplinaire dont la radiation est sollicitée;

— le dossier de signalement du membre du personnel;

— la demande de radiation de peine disciplinaire.

Est compétent pour émettre l'avis susvisé, le comité de la Chambre de recours qui a eu à connaître de la proposition qui a abouti à la peine disciplinaire dont la radiation est demandée ou le comité devant lequel l'affaire aurait dû être évoquée si un recours avait été introduit avant l'attribution de ladite peine disciplinaire.

**Art. 5.** La décision est prise par le Ministre dans le mois qui suit la réception de l'avis motivé de la Chambre de recours, lorsque la peine disciplinaire qui fait l'objet de la demande de radiation est un rappel à l'ordre ou une réprimande.

La décision Nous est proposée, par le Ministre, dans le même délai, lorsque la peine disciplinaire qui fait l'objet de la demande de radiation est une retenue sur traitement, un déplacement disciplinaire, une suspension disciplinaire, une rétrogradation ou une mise en non-activité disciplinaire.

La décision, prise ou proposée par le Ministre fait mention de l'avis de la Chambre de recours. Toute décision non conforme à l'avis de la Chambre de recours est motivée.

Le Ministre notifie la décision à la Chambre de recours et au requérant.

**Art. 6.** Toute nouvelle demande de radiation de peine disciplinaire ne peut être valablement introduite qu'après un délai de deux ans prenant cours à la date de la notification au requérant de la décision négative réservée à sa précédente demande.

**Art. 7.** La radiation d'une peine disciplinaire produit ses effets à partir de la date à laquelle elle est prononcée par l'autorité habilitée à cet effet.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De personeelsleden die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, en aan wie een andere tuchtstraf dan de afzetting werd opgelegd, kunnen om doorhaling van die straf in hun beoordelingsdossier verzoeken, overeenkomstig de onderstaande voorwaarden en modaliteiten.

**Art. 2.** De aanvraag tot doorhaling van de tuchtstraf kan ingediend worden, ten vroegste :

— na twee jaar indien het om een terechtwijzing, een berisping of een afhouding van wedde gaat;

— na vijf jaar indien het om een overplaatsing bij tuchtmaatregel, een schorsing bij tuchtmaatregel, een terugzetting in rang of een op non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel gaat,

te rekenen vanaf de datum van de beslissing van de overheid, die bevoegd is om de tuchtstraf uit te spreken.

De aanvraag wordt bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

**Art. 3.** Binnen de termijn van één maand ingaande op de datum van ontvangst, zendt de Minister de aanvraag tot doorhaling van een tuchtstraf over aan de Raad van beroep, met verzoek erover advies uit te brengen.

**Art. 4.** Binnen de drie maanden volgend op de ontvangst van het volledig dossier ter zake, dient de Raad van beroep een met redenen omkleed advies te geven, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 157, 158, 159, 161 en 162 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

Het dossier, bedoeld in het voorgaande lid, is samengesteld uit :

— het dossier van de tuchtprocedure die de oplegging van de tuchtstraf, waarvan doorhaling wordt gevraagd, tot gevolg heeft gehad;

— het beoordelingsdossier van het personeelslid;

— de aanvraag tot doorhaling van de tuchtstraf.

De commissie van de Raad van beroep die kennis genomen had van het voorstel, dat heeft geleid tot de tuchtstraf waarvan doorhaling wordt gevraagd, of de commissie waarbij de zaak aanhangig had moeten worden gemaakt indien een beroep was ingediend vóór de toekenning van voormelde tuchtstraf, is bevoegd om voormeld advies te geven.

**Art. 5.** De beslissing wordt door de Minister genomen binnen een termijn van één maand ingaande op de datum van ontvangst van het met redenen omkleed advies van de Raad van beroep, wanneer de tuchtstraf, waarop de aanvraag tot doorhaling betrekking heeft, een terechtwijzing of een berisping is.

De beslissing wordt door de Minister binnen dezelfde termijn aan Ons voorgesteld, wanneer de tuchtstraf, waarop de aanvraag tot doorhaling betrekking heeft, een afhouding van wedde, een overplaatsing bij tuchtmaatregel, een schorsing bij tuchtmaatregel, een terugzetting in rang of een op non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel is.

De beslissing, genomen of voorgesteld door de Minister, maakt melding van het advies van de Raad van beroep. Elke met het advies van de Raad van beroep niet overeenstemmende beslissing wordt gemotiveerd.

De Minister brengt de beslissing ter kennis van de Raad van beroep en van de verzoeker.

**Art. 6.** Elke nieuwe aanvraag tot doorhaling van een tuchtstraf kan pas geldig worden ingediend na een termijn van twee jaar, ingaande op de datum van de betekening aan de verzoeker van de afwijzing van zijn vorige aanvraag.

**Art. 7.** De doorhaling van een tuchtstraf wordt van kracht op de datum waarop ze door de daartoe bevoegde overheid wordt uitgesproken.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 9. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1985.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. BERTOUILLE

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 1934

5 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal fixant, pour les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 51, §§ 1er et 3, alinéa 1er, modifié par l'arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983;

Vu la proposition et, en ce qui concerne l'exécution de l'article 51, § 3, alinéa 1er, vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;

Considérant que par suite des circonstances exceptionnelles, il est indispensable, pour les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, que le régime de travail à temps réduit comportant moins de trois jours de travail par semaine ou moins d'une semaine de travail sur deux semaines, soit instauré pour une durée de plus de trois mois;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la situation économique actuelle justifie l'instauration de toute urgence d'un régime de suspension du contrat de travail d'ouvrier ou d'un régime de travail à temps réduit;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière.

Art. 2. § 1er. En cas de manque total ou partiel de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être suspendue totalement ou un régime de travail à temps réduit être instauré à partir du septième jour ouvrable suivant celui de la notification.

§ 2. La notification s'effectue par lettre recommandée adressée au travailleur.

Art. 3. La durée de la suspension totale d'exécution du contrat ne peut dépasser trois mois.

Art. 4. Le régime de travail à temps réduit peut être instauré pour une durée de six mois au maximum s'il comporte moins de trois jours de travail par semaine ou moins d'une semaine de travail sur deux semaines. Lorsque le régime de travail à temps réduit a atteint la durée maximum de six mois, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail avant qu'une suspension totale ou un nouveau régime de travail à temps réduit ne puisse prendre cours.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, *Moniteur belge* du 21 janvier 1984.

Art. 9. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 1934

5 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor de ondernemingen die onder het Paritair Comité van de hotelnijverheid ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 51, §§ 1 en 3, eerste lid, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983;

Gelet op het voorstel en, wat de uitvoering van artikel 51, § 3, eerste lid, betreft, op het advies van het Paritair Comité van de hotelnijverheid;

Overwegende dat de regeling van gedeeltelijke arbeid die minder dan drie arbeidsdagen per week of één arbeidsweek per twee weken omvat wegens uitzonderlijke omstandigheden onvermijdelijk voor een langere duur dan drie maanden moet worden ingevoerd voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de hotelnijverheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige economische toestand dringend de instelling van een schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden of van een regeling van gedeeltelijke arbeid rechtvaardigt;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de hotelnijverheid.

Art. 2. § 1. Bij volledig of gedeeltelijk gebrek aan werk wegens economische oorzaken, kan de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden geheel worden geschorst of kan een regeling van gedeeltelijke arbeid worden ingevoerd vanaf de zevende werkdag volgend op deze van de kennisgeving.

§ 2. De kennisgeving geschiedt bij aangetekend schrijven gericht aan de werknemer.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst mag drie maanden niet overschrijden.

Art. 4. De regeling van gedeeltelijke arbeid kan voor een duur van ten hoogste zes maanden worden ingevoerd indien zij minder dan drie arbeidsdagen per week of minder dan één arbeidsweek per twee weken omvat. Wanneer de regeling van gedeeltelijke arbeid de maximumduur van zes maanden heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren alvorens een volledige schorsing of een nieuwe regeling van gedeeltelijke arbeid kan ingaan.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984.